

donné à son frère la Guyenne en apanage, ce principat de trois ans fut une période de vie politique intense pour cette province. Le nouveau duc de Guyenne crée et organise les Grands jours, premières assises du futur parlement de Bordeaux, il institue le Grand conseil et la Chambre des comptes, réforme le domaine, inspecte la province en tous sens, dote de privilèges l'université de Cahors, frappe des monnaies d'or, etc.

Dans ce gouvernement toujours en éveil, avisé, sage, intègre, quelle part faut-il faire à l'influence personnelle du prince ? D'après ses antécédents, nous serions portés à la croire assez mince et, quoi qu'en dise M. Stein, nous en ferons moins honneur à Charles de France qu'à ses conseillers, tels que Ythier Marchand, son argentier; Odet d'Aydie, sire de Lescun, son amiral, bien connus pour leur esprit entreprenant et décidé.

Une mort trop opportune pour qu'on n'accusât pas Louis XI d'en avoir hâté la venue, mais que M. Stein démontre avoir été naturelle, vint couper court aux velléités d'indépendance du jeune duc et réduire au silence les intrigants qui en faisaient le siège pour l'entraîner à nouveau contre son frère.

Assurément cette biographie laissera du héros l'image d'un prince fort effacé, elle n'en restera pas moins une contribution des plus sérieuses à l'histoire du règne le plus passionnant de l'histoire de France. L'auteur a eu la bonne idée d'ajouter, en appendice, des études sur la chancellerie, les monnaies, l'iconographie et les *Heures* de Charles de France, avec son itinéraire et une riche collection de 147 pièces justificatives.

B. POCQUET DU HAUT-JUSSÉ.

---

Hervé POMMERET, docteur ès lettres. — *L'Esprit public dans le département des Côtes-du-Nord pendant la Révolution, 1789-1799 (Essai d'Histoire politique d'un département breton)*. Saint-Brieuc, Prud'homme, et Paris, Champion, 1921, grand in-8° de XXIII-524 p.

« Le travail que nous avons entrepris, écrit M. Pommeret au début de son introduction, n'est pas une histoire générale d'un département breton pendant la Révolution, mais une simple histoire de l'esprit public pendant cette période. Quelle

a été l'attitude des habitants à l'égard des événements politiques qui se sont succédé depuis 1789 ? Quelle signification leur ont-ils attribuée, et comment les ont-ils jugés ? Ont-ils essayé, et dans quelle mesure, de favoriser ou d'arrêter la marche de la Révolution ? En participant par leurs votes à la direction des affaires, ont-ils agi librement, ou n'ont-ils été que des instruments inconscients aux mains de quelques agitateurs ? C'est donc, en quelque sorte, l'histoire des idées politiques et des partis qui les ont représentées que nous avons tenté d'écrire. »

L'objet de M. Pommeret étant ainsi bien précisé, je me hâte de dire qu'il en a tiré un excellent parti et que son ouvrage peut être considéré comme l'un des meilleurs de ceux qui ont été consacrés à l'étude de l'esprit public dans un département à l'époque révolutionnaire.

En fait, les questions économiques, sociales et religieuses ont conditionné l'attitude politique des diverses classes, des différents partis. Dans la préparation de la Révolution, le rôle principal revient à la bourgeoisie, envieuse des privilèges de la noblesse et avide du pouvoir ; puis au bas-clergé qui, dans l'ordre ecclésiastique, forme une classe injustement avilie. Car, au début, il s'agit beaucoup plus de classes sociales que de partis politiques, encore que, dans la bourgeoisie même, il y ait une certaine opposition entre les modérés et les intransigeants (nous dirions aujourd'hui entre les réformistes et les révolutionnaires). Pendant la Révolution, c'est surtout dans la bourgeoisie que des partis antagonistes se forment ; mais comme, vus de notre époque, ils ne présentent que peu d'importance ! C'est la bourgeoisie, en tant que classe, qui tire tous les avantages de la Révolution — une bourgeoisie accrue d'éléments nobles ralliés ou annexés, accrue des fils de paysans enrichis, mais c'est la bourgeoisie, pour ainsi dire « une et indivisible », qui l'emporte, qui assoit sa prédominance et la conserve. Quant au peuple des campagnes, il suit ; — il suit les bourgeois, qui lui promettent l'abolition des droits féodaux, et, dans la partie occidentale du département, la destruction du régime convenancier ; — il suit son clergé, qui ne cessera de diriger sa conscience ou, si l'on préfère, ne cessera de penser pour lui.

Quand la Révolution a éclaté, suivant que les uns ou les autres se déclarent ou non satisfaits des avantages sociaux et

économiques qui leur sont concédés, suivant qu'ils acceptent ou n'acceptent pas dans son intégralité la législation religieuse des assemblées, des partis se forment. Les uns estiment leurs conquêtes suffisantes, veulent souffler ; les autres, surtout les sacrifiés et les oubliés, veulent obtenir des avantages.

C'est l'histoire de tous les temps ; — mais en période de crise. Les uns s'arrêtent, bientôt se scandalisent, et, le moment venu, s'allient avec leurs adversaires de la veille pour faire une politique conservatrice ou rétrograde ; les autres, surexcités par les obstacles qui s'accumulent sous leurs pas, sont entraînés à une politique d'exception que, dans le principe, ils ne désiraient pas. Ainsi la bataille s'engage, avec des alternatives de succès et d'échecs pour les uns comme pour les autres, avec des périodes de paroxysme : la terreur rouge, la terreur blanche et la chouannerie, des coups d'état, des coups de force ; — et cela dure jusqu'au jour où les uns et les autres éprouvent une grande lassitude, une grande satiété. Que survienne alors un aventurier hardi : il confisquera le régime à son profit et pourra réaliser, à l'intérieur, un état provisoire de calme, en rassurant les intérêts et en poursuivant des guerres extérieures.

Tel est, dans son ensemble, le processus de l'esprit public dans les Côtes-du-Nord pendant la Révolution. M. Pommeret, qui connaît bien l'histoire générale de cette période et l'histoire politique de son département, a étayé sa discussion sur des faits solidement établis. Il l'a poursuivie avec beaucoup d'objectivité. C'est là un grand mérite. Nulle période n'est, en fait, plus proche de nous, et ne nous émeut davantage : les problèmes, qui ont été posés alors, se posent sans cesse à notre esprit, et nous voulons leur donner la solution qui nous paraît la meilleure. Or l'homme est divers et son cerveau multiple et contradictoire.

Pour M. Pommeret le fait religieux a dominé toute l'histoire de l'esprit public dans les Côtes-du-Nord depuis le vote de la Constitution civile du Clergé : rien de plus exact. M. Pommeret, qui penche visiblement en faveur des prêtres soumissionnistes de la période thermidorienne, n'a pas dû s'étonner qu'ils n'aient que médiocrement réussi. Si les constitutionnels avaient peu d'influence sur les masses, les insermentés, confondant ce qui était du domaine de la religion avec celui de la politique et des intérêts économiques, ne per-

mirent pas la pacification. Ce clergé insermenté des Côtes-du-Nord fut de bonne heure considéré comme le plus fougueux de tous. Les développements que M. Pommeret consacre à la question religieuse sont les plus abondants et assurément les plus remarquablement traités de son livre. Ses conclusions (sauf les appréciations de chacun relativement à la Constitution civile et à ses conséquences) feront autorité.

M. Pommeret ne méconnaît pas non plus l'influence des questions économiques. Il aurait pu la préciser davantage quelquefois. Les questions économiques ont joué dans les consultations électorales un rôle souvent plus considérable que les questions religieuses. Dès les élections à la Législative, elles apparaissent comme prépondérantes, et ce sont elles qui ont déterminé la pression exercée, en l'an IV, sur les électeurs par certains anciens patriotes de 1789 alliés aux parents républicoles d'émigrés, aux réfractaires, voire même aux chouans. Si, en l'an V, où les partis de la coalition de droite triomphent sans conteste, la question religieuse passe au premier plan, elles redeviennent prépondérantes en l'an VI, le coup d'état du 18 fructidor ayant délivré les démocrates de leurs adversaires.

Les questions de pure politique laissent les esprits un peu en désarroi. Ainsi en est-il au moment de l'aventure fédéraliste. Ni les députés — qui d'ailleurs n'ont jamais eu d'influence fondamentale sur la direction des esprits, — ni les administrateurs n'ont su prendre nettement position. Cette Bretagne, qui s'est fédérée à Pontivy avec l'Anjou et s'est réclamée de la nation française, n'a pas su ou n'a pas voulu devenir fédéraliste. On est indécis, inquiet; on tarde à s'engager; on est heureux dans les Côtes-du-Nord que les événements de Nantes apportent une utile diversion. S'il n'y eut pas vraiment de fédéralisme dans le département, il semble que l'on trouverait encore moins de séparatisme. M. Pommeret n'a guère insisté sur cette question — qui pourtant en valait la peine, et dont l'examen aurait mis fin à bien des légendes.

Bref, de tout l'ouvrage de M. Pommeret se dégage une impression de grisaille, de flou; et c'est bien l'impression à laquelle m'ont conduit, pour les Côtes-du-Nord, près de vingt années consacrées à l'étude de la Révolution. Toute masse est amorphe. Elle subit les influences contraires, plutôt qu'elle n'adopte d'enthousiasme des idées ou des sentiments. Pour

que d'irrésistibles mouvements d'opinion se manifestent, il faut, à cette masse, des chefs. Elle en eut dans la période des premiers débuts. Mais le département des Côtes-du-Nord formé, les chefs manquèrent. L'on trouvera des hommes de bonne volonté, mais de faible génie et de popularité limitée. L'on en vit beaucoup d'autres mécontents, irrésolus, sceptiques, attachés à de médiocres intérêts. Même, au point de vue religieux, il n'y eut pas, à un moment donné, de chef incontesté. Mgr Le Mintier avait toujours été discuté; et depuis longtemps de Regnaud-Bellescize s'était désintéressé de son diocèse.

Il était fatal que l'histoire du département s'en ressentît.

M. l'abbé Hervé Pommeret permettra à ma vieille amitié quelques légères critiques de détail. Il ne semble pas croire (p. 361, n° 1) que Nicolas Armez ait été victime de l'attentat dont parle son ami Pouhaër. Cet attentat lui « paraît une invention d'Armez, qui avait l'imagination assez féconde, etc... » Or le poignard qui a frappé Nicolas Armez a été longtemps conservé au Bourblanc, en Plourivo, où je l'ai vu. La lame en est brisée. Mais c'est une arme terrible. Il fut envoyé d'une manière anonyme à Nicolas Armez, sans doute par celui qui l'avait manqué : gentillesse de guerre civile.

P. 371, il faudrait bien préciser que le duc de Bouillon, avec lequel les chouans étaient en relations, ne pouvait être que Philippe d'Auvergne, fils d'un pauvre lieutenant de la marine anglaise, né à Jersey en 1751, et que le dernier duc de Bouillon, infirme et sans héritier, avait adopté. — Les deux derniers véritables ducs de Bouillon s'étaient rangés du côté de la Révolution.

Qu'il me permette également de lui signaler les articles relatifs à la Révolution dans le département des Côtes-du-Nord que j'ai publiés depuis 1909 dans la revue *La Révolution française*, où il aurait pu peut-être trouver quelques précisions.

Léon DUBREUIL.

---